

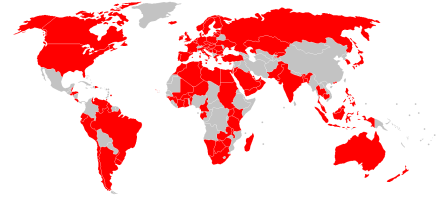


La Suisse a mieux à exporter que du matériel de guerre

Le matériel de guerre n'est pas un produit comme les autres. Il est conçu pour tuer et détruire le plus efficacement possible. Les fabricants suisses d'armement s'enrichissent en vendant leur armes là où on les emploie, c'est-à-dire dans les régions en conflit. Le Conseil fédéral sert malheureusement les intérêts de l'industrie militaire en autorisant les exportations vers des pays en guerre ou bénéficiaires de l'aide suisse au développement. La neutralité et la tradition humanitaire de la Suisse se trouvent ainsi foulées aux pieds.

Exportations controversées d'armement suisse

Qu'il s'agisse des chars Mowag en Afghanistan, des grenades à main de la Ruag en Irak ou des avions Pilatus au Darfour, le matériel de guerre suisse tue des innocents de par le monde. Le plus gros client de notre industrie d'armement était, l'année dernière, le Pakistan, alors qu'au premier semestre 2009, l'Arabie Saoudite pointait au troisième rang. Ces pays sont impliqués dans des conflits ou responsables de graves violations des droits humains. Si la Suisse avait vraiment une pratique restrictive en matière d'exportation d'armes, ces scandales ne se produiraient pas.



En rouge, les pays ayant importé de matériel de guerre suisse entre 1998 et 2008 (source: Seco)

Rien qu'en 2008, la Suisse a exporté du matériel de guerre dans 72 pays. Il n'est pas rare qu'elle fournisse les deux parties d'un conflit, comme l'Inde et le Pakistan - deux puissances nucléaires! Particulièrement scandaleux: la Ruag fait partie des principaux producteurs mondiaux de munitions de petits calibres, qui tuent près de 1000 personnes chaque jour.



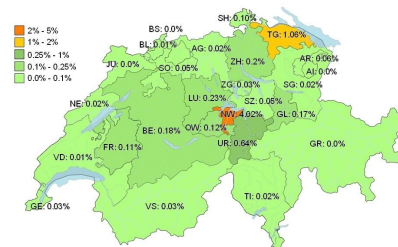
En 2008, l'armée tchadienne a fixé des bombes à sous munitions sur un avions Pilatus et bombardé des camps à la frontière soudanaise. (Source: TV suisse)

Une solution propre pour un sale « business »

Les vies humaines sont plus importantes que les profits de l'industrie d'armement. C'est pourquoi l'initiative demande d'interdire l'exportation de matériel de guerre et de biens militaires spéciaux. Par contre, les biens militaires permettant un usage civil ne sont pas touchés par l'interdiction. En acceptant l'initiative, la Suisse serait plus cohérente avec sa politique d'aide au développement et de promotion de la paix. Elle enverrait un signal fort en faveur du désarmement mondial, et jouirait ainsi d'une crédibilité renouvelée sur le plan international.

Conséquences économiques et places de travail

Les exportations d'armes représentent seulement 0,1% du PIB suisse - chiffre comparable à la production suisse de cadres de fenêtres en bois. L'industrie d'armement emploie pour l'exportation 3'335 personnes, auxquelles il faut ajouter 1'797 postes chez les fournisseurs. La reconversion de ces places de travail dans la production de biens et services civils est donc chose possible, d'autant plus que l'initiative prévoit le soutien de la Confédération aux personnes et régions touchées pendant dix ans.



Proportion des places de travail directement et indirectement concernées par l'initiative, par rapport au total des emplois dans chaque canton (Sources: OFS; BAK Basel)